

Une brève histoire culturelle de l'Europe d'Emmanuelle Loyer

Cet ouvrage paru en 2017 est une tentative de synthèse (en près de 500 pages et treize chapitres chronologiques et thématiques) sur la culture européenne, par Emmanuelle Loyer, professeur d'histoire contemporaine à l'IEP de Paris. Elle évoque à la fois les contextes généraux, les pratiques et les représentations, avec des exemples essentiellement tirés des pays d'Europe de l'Ouest et plus précisément de France, ce qui n'est toutefois pas surprenant étant donnée la place essentielle que tient la France dans les évolutions culturelles contemporaines. L'auteur reprend ainsi une approche similaire à celle que Christophe Charle avait retenue pour le XIXe siècle (*La dérégulation culturelle. Essai d'histoire des cultures en Europe au XIXe siècle*, 2015).

Dans sa préface, l'auteur reconnaît que le contour européen peut sembler paradoxal à l'heure de l'euroscepticisme et du post-colonialisme, mais aussi de l'historiographie actuelle qui retient plutôt l'échelle mondiale actuellement. Elle a retenu une date de départ au début du XIXe siècle, en lien avec les progrès de la démocratisation (vie politique, éducation) et de la massification (commerces et industries), qui s'opposent ainsi à l'Ancien Régime culturel, caractérisé par une forte hiérarchisation sociale, un faible accès aux biens culturels, et des censures étatiques et religieuses. En arrière-plan revient l'idée d'une accélération, liée notamment à la modernité, effrayante au départ mais qui devient habituelle, qu'il s'agisse des chemins de fer, du téléphone, des usines, de l'atome, ou d'Internet. L'Europe, contrairement aux pays occidentaux extra européens (Etats-Unis par exemple) oppose souvent à cette modernité la tradition, mais qui demeure elle-même largement une construction engagée au XIXe siècle.

L'auteur débute son développement par un rappel sur la construction des identités nationales qui s'inventent à partir de la fin du XVIIIe siècle et se substituent à des loyautés dynastiques ou locales. De là naît le développement important des recherches sur l'histoire nationale : recherche d'ancêtres historiques pour les différentes Etats-nations (Gaulois, Celtes, Goths...) ; développement du caractère national des langues ; développement de « romans nationaux » ; mise en valeur du patrimoine ; sentiment d'appartenance à la nation par l'éducation dans les manuels scolaires ou livres pour enfants patriotiques (à l'instar du *Tour de France par deux enfants* d'Augustine Fouillée, publié sous le pseudonyme de G. Bruno en 1877, ou du *Merveilleux Voyage de Nils Holgersson à travers la Suède* de Selma Lagerlöf paru en 1906). D'autres outils d'identifications apparaissent à la fin du XIXe siècle notamment dans le domaine sportif avec l'exemple des Jeux Olympiques. Mais échappe en partie aux cadres nationaux la littérature sous ses différentes formes, notamment le roman qualifié de « genre européen ».

Le XIXe siècle voit parallèlement se développer en Europe un processus d'urbanisation et d'industrialisation conjoints, où se développe la modernité, accompagné d'un essor du papier et notamment du journal (en France à partir du *Petit Journal* à partir de

1863), et qui devient relai de la littérature (roman-feuilleton). S'ajoute la multiplication des cafés, jugés comme une spécificité européenne et nouveaux espaces de fabrication de l'opinion publique. La modernité urbaine est renforcée avec les expositions universelles, vitrines de la modernité européenne, dès la première édition à Londres en 1851. Paris accueille celles de 1855, 1867, 1878, 1889, 1900 et 1937. Les expositions universelles cristallisent l'esprit du temps : libéralisme, machinisme (notamment le chemin de fer et les gares) : exposition industrielle accolée aux thématiques plus traditionnelles du salon (arts), ode au progrès (inventions, machines), et rencontrent un succès considérable auprès des publics.

Dans cette culture urbaine se développe une société du spectacle, avec une importance particulière prise par le théâtre au XIXe siècle (47 établissements à Paris en 1914). Paris joue le rôle de capitale culturelle à partir du milieu du XIXe siècle, supplantant Rome qui avait été favorisée par l'« antiquomanie » du XVIIIe siècle, et avant de céder la place à New York après 1945. Se développent à Paris de nouvelles écoles artistiques (impressionnisme entre autres) et des avant-gardes, tandis que le « séjour à Paris » prend de plus en plus d'importance dans la carrière des artistes. Seule autre capitale rivale, l'auteur cite l'exemple particulier de la Vienne fin de siècle, lieu de Freud, Mahler ou Klimt, et pourtant capitale peu développée d'un empire austro-hongrois en crise.

Le premier conflit mondial représente un moment de rupture dans l'histoire européenne, avec l'apparition d'une « culture de guerre » (Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker) concernant aussi bien les combattants que les civils (mobilisation des églises, des hommes de lettres...). Le processus de « brutalisation » (d'après le concept de George Mosse) est parallèle au processus de « civilisation » (Norbert Elias), avec un niveau de violence jamais atteint. Les souvenirs des deuils se répandent après-guerre (soldats inconnus, cimetières, monuments aux morts, cérémonies...).

Trois chapitres concernent les thèmes spécifiques que sont le développement du féminisme, la question des colonies et l'apparition des « intellectuels ». Les femmes ont longtemps été évoquées uniquement via la sphère familiale : le caractère émancipateur de la Grande Guerre a souvent été souligné (avec notamment l'accroissement du nombre de pays accordant le droit de vote aux femmes), mais cachant paradoxalement, pour l'auteur, un retour à l'ordre sexué et à un certain puritanisme. Concernant la domination coloniale européenne, l'auteur précise qu'elle était bien entendu politique et militaire, mais aussi d'ordre culturel et intellectuel : la présence de l'imaginaire colonial est très répandue dans les métropoles (orientalisme, music-hall avec la Revue nègre de Joséphine Baker, puis dans le cinéma, et qui culmine en France avec l'Exposition coloniale de 1931). Quant à la question des « intellectuels », l'auteur rappelle que la naissance identifiée du concept vient du « moment de cristallisation » que représente l'affaire Dreyfus. Le développement de l'éducation a permis d'augmenter le nombre de gens de lettres et universitaires, qui vont davantage se politiser après la Grande guerre et ajouter une dimension plus internationale, notamment via la Société des Nations et son émanation l'Institut international de coopération intellectuelle (IICI, créée en 1922). Après 1945 se développe la figure de la « compétence intellectuelle universelle » avec Sartre pour modèle.

L'ouvrage consacre un long développement sur la diffusion des ondes et des écrans au XXe siècle qui voit apparaître une culture dite « de masse », en raison des phénomènes d'urbanisation, des évolutions technologiques et innovations scientifiques, mais aussi du développement du capitalisme et de la démocratie (selon l'auteur, il n'existe pas de culture de masse dans les dictatures, celle-ci se résumant à la propagande). Pour l'Ecole de Francfort (Theodor Adorno), la culture de masse est synonyme d'« industries culturelles », notamment pour le cinéma, et assimilée à une forme d'« américanisation » pour certaines élites culturelles, notamment françaises.

La meilleure illustration de cette culture de masse est la prise du pouvoir de l'image et du son sur la culture de l'écrit. Ce phénomène apparaît dans un premier temps avec la radio (naissance de la BBC en 1922, avant de nombreux autres pays), et qui retrouve un second souffle dans les années 50 avec l'invention du transistor, qui aboutit à la multiplication des appareils au sein des foyers. Le modèle public-étatiste est majoritaire en Europe jusqu'au milieu des années 80, contrairement à l'Amérique du Nord.

Le cinéma représente une autre illustration de cette évolution : il est au départ une aventure largement française, à partir des premiers films des frères Lumières dès 1895. Toutefois ceux-ci n'étaient intéressés que par la prouesse technologique et arrêtent de produire des films dès 1902. Rapidement se font les premières évolutions vers un côté artistique (effets spéciaux de Méliès), puis un développement plus industriel avec les studios de Charles Pathé et Léon Gaumont à Paris. Le cinéma est associé à l'idée de rayonnement culturel, notamment soutenu par l'Etat en France, alors qu'il s'agit d'un marché plus concurrentiel en Grande-Bretagne. Les premières fictions apparaissent dès avant le premier conflit mondial, mais le développement se fait essentiellement aux Etats-Unis après le conflit. Le terme de « 7^e art » apparaît en 1923 sous la plume de Ricciotto Canudo, critique franco-italien : le cinéma acquiert une légitimation sur le plan artistique et quitte le simple art forain de ses débuts, notamment après l'apparition du parlant au début des années 30, tandis que se développe un véritable système de critique du cinéma, notamment en France après 1945, autour des cinémathèques et des revues (*Positif* ou *Cahiers du cinéma*).

Enfin, on assiste à une extension de la notion de culture dans le second XXe siècle (culture jeune, d'entreprise, subcultures, etc.), dont il ressort une certaine sacralisation qui la rendrait active en termes de remaillage social et d'épanouissement existentiel, en réponse aux désillusions économiques et politiques. D'où la multiplication des politiques culturelles par les Etats (ex : Arts Council fondé par Keynes en Grande-Bretagne en 1946, Maisons de la Culture de Malraux dans la foulée de la création d'un ministère des Affaires culturelles en 1959), qui aboutira à une critique de cette approche (« l'Etat culturel » de Marc Fumaroli en 1991). En France, le champ d'intervention s'élargira encore après 1981 (bande dessinée, musiques...) alors qu'au même moment de fortes restrictions touchent la Grande-Bretagne de M. Thatcher. Par ailleurs, la conscience patrimoniale s'accroît partout en Europe, d'abord sur les monuments historiques, parallèlement au développement de mémoires nationales et des commémorations. L'auteur cite comme exemple la volonté de l'Europe de l'Est de réintégrer une mémoire pré-communiste avec l'exemple des changements de noms (Saint-Petersbourg). Cette prolifération aboutira à la critique par Paul Ricoeur du « trop de mémoire » dans *La Mémoire, l'histoire, l'oubli* (2000).

L'ouvrage comporte un chapitre entier sur les mouvements de 1968, communs à l'ensemble de l'Europe, de part et d'autre du rideau de fer, sur un fond révolutionnaire et internationaliste commun. Incarnée par une nouvelle gauche aux inspirations souvent marxistes et anticapitalistes, celle-ci s'éloigne cependant du communisme politique et critique la culture de masse dans toutes les formes de gouvernement (*Internationale situationniste* de Guy Debord). De nouveaux modes d'action apparaissent (*sit-in*, boycotts, *happenings*, utilisation de l'humour dans les slogans...). Certains mouvements sont associés au pacifisme dans beaucoup de pays, notamment aux Etats-Unis et au Japon, en lien avec la guerre du Vietnam. On assiste au développement de « contre-cultures » partout en Europe, qui s'érigent contre toute forme institutionnalisée de la culture (*Asphyxiante culture* de Jean Dubuffet en 1968), contre la sacralisation de l'art et pour le développement de collectifs ou de communautés artistiques (ex : théâtre du soleil d'Ariane Mnouchkine).

Pour caractériser les évolutions de la fin du XXe siècle, l'auteur évoque l'apparition des « cultures numériques » : à la culture d'écrans s'est ajoutée une dimension nouvelle avec des appareils multifonctions, là où auparavant les appareils avaient une fonction dédiée (écouter de la musique, regarder la télévision, communiquer, etc.). L'évolution est rapide dans les pratiques de lecture (livres comme presse) et dans les nouvelles formes de libération de la parole (dans la continuité des revendications de 1968). Par ailleurs, l'auteur s'interroge sur la convergence européenne vers une « civilisation des loisirs », titre d'un ouvrage de Joffre Dumazedier de 1962, en lien avec le développement du tourisme, du « temps des vacances » et du « temps libre » en général.

Dans le dernier chapitre, et sur un thème portant sur l'ensemble des deux siècles concernés par l'ouvrage, l'auteur insiste sur la notion de vie privée et de vie intime, avec le développement d'une culture individuelle (lecture, journaux intimes, ou encore courrier, qui se développe avec l'amélioration des postes en termes de sécurité, de prix, de rapidité). Roger Chartier a rappelé les deux âges de la lecture à l'âge moderne, avec dans un premier temps le régime du livre rare, de la lecture collective et à voix haute, puis à partir du XIXe siècle le temps du livre abondant et de la lecture solitaire. Le XIXe siècle voit également la création d'espaces de l'intimité, notamment avec la privatisation de la chambre.

Ce développement de l'intimité est mis en rapport par l'auteur avec le développement de la psychanalyse, mais celle-ci prend son essor également en raison des modifications de l'environnement culturel et social (seconde révolution industrielle, émancipation des femmes, démocratie), comme le montre Eli Zaretsky dans *Le siècle de Freud* (2004). La psychanalyse se répand largement avec la culture de masse et les avant-gardes (notamment surréalisme), alors que les cercles universitaires sont plus réticents et restent davantage sur la psychologie clinique.

L'auteur conclut sur le thème de l'accélération du temps, surtout dans la dernière décennie du XXe siècle où se succèdent les révolutions politiques (chute du communisme), révolutions du numérique, et révolutions de la mobilité.